

## **Thème 4 – Colonisation et décolonisation**

### **Question 2 – La décolonisation**

#### **Cours 2**

## **La guerre d'Algérie**

### **I Les causes de la guerre**

#### **1. Les inégalités économiques et sociales**

- Depuis 1848, l'Algérie est une colonie française organisée en trois départements, l'Algérois, le Constantinois et l'Oranais. Au début des années 1950, elle est peuplée par un peu moins d'un million d'européens (les " pieds-noirs ") et par environ 8,5 millions de musulmans. Ces derniers connaissent une croissance démographique bien plus élevée que celle des colons avec un taux de natalité de 45 pour mille.
- Le niveau de vie des français d'Algérie est supérieur à celui des musulmans : le salaire journalier d'un ouvrier agricole français est deux fois et demi supérieur à celui d'un algérien et la taille moyenne des exploitations agricoles des agriculteurs français est de 100 ha, contre 14 ha pour celle des algériens. Toutefois, les colons riches - gros exploitants agricoles, chefs d'entreprises - ne représentent qu'une minorité des français d'Algérie, environ 25 000, la grande masse des autres appartenant à la classe moyenne ou aux classes populaires.
- Les inégalités se retrouvent également dans le faible taux de scolarisation des enfants musulmans dans le primaire (20% seulement, contre 100% des jeunes français). Par ailleurs, le taux de chômage élevé de la population musulmane se traduit en particulier par une misère importante dans les villes.

#### **2. L'absence de réformes politiques**

- Il existe depuis 1947 une assemblée algérienne de 120 membres (60 élus par les Français, 60 par les musulmans) dotée en théorie d'une certaine autonomie. Mais le pouvoir appartient en réalité au gouverneur général et à l'administration française. D'autre part, les élections du collège des représentants musulmans portent le plus souvent à l'assemblée des partisans de l'occupation française, ce qui les rend peu crédibles aux yeux de la masse des électeurs musulmans.
- De nombreux algériens, qui ont combattu pour la France en 1914-1918 et en 1939-1945 se considèrent, à juste titre, comme des citoyens de seconde zone. Leur participation à l'effort de guerre n'a pas amélioré leur statut civique ni économique - l'égalité de prime entre les anciens combattants algériens et français n'est décidée par le Conseil constitutionnel français qu'en 2010.
- L'absence de réformes en faveur des musulmans s'explique également par l'état de l'opinion publique française, traumatisée par la débâcle de 1940 et l'occupation. Celle-ci s'accroche encore à l'idée de la puissance coloniale de la France et de l' " Algérie française " en particulier. Comme le déclare le ministre de l'intérieur français François Mitterrand au moment de l'insurrection de 1954 : " L'Algérie, c'est la France ".

#### **3. Le nationalisme algérien et le début de l'insurrection**

- La montée du nationalisme s'exprime ouvertement dès la fin de la guerre : le 8 mai 1945, des défilés sont organisés dans les villes de Sétif et Guelma pour fêter la victoire.

Des violences éclatent et font plus d'une centaine de morts côté français et plusieurs milliers dans la population musulmane.

- Deux mouvements politiques représentent le nationalisme algérien avant le conflit. L'UDMA (Union de défense du manifeste algérien), dirigée par Ferhat Abbas, ne revendique pas l'indépendance mais une participation démocratique des Algériens au sein d'une Algérie fédérée à la France. Le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) de Messali Hadj réclame pour sa part la formation d'une assemblée constituante et le départ des troupes françaises d'Algérie.
- C'est au sein de ce second mouvement qu'un groupe de six dissidents menés par Ahmed Ben Bella et Mohammed Boudiaf décident de passer à l'action : le 1er novembre 1954, ils organisent une dizaine d'attentats qui font 8 victimes et annoncent simultanément la formation d'un FLN (Front de libération national) dont le but est l'indépendance immédiate.

## II Les grandes étapes d'une " guerre sans nom "

### 1. L'escalade

---

- Le président du Conseil Pierre Mendès France envoie des renforts de police et proposent des réformes qui sont rejetées par l'assemblée nationale. L'année suivante, le gouverneur général Jacques Soustelle tente également de mettre en place des réformes, mais les " massacres du Constantinois " font plus d'une centaine de victimes européens et de musulmans autour de Philippeville et la répression s'organise contre l'Armée de libération nationale (ALN).
- Les premiers appelés du contingent sont envoyés en Algérie tandis que les violences se multiplient : les massacres perpétrés à l'initiative du FLN frappent des européens et des musulmans accusés de " collaboration ". La répression française fait des milliers de morts. Si les attentats de 1954 ont suscité peu d'écho en métropole, l'Algérie est au cœur de la campagne électorale de 1955.
- C'est sous le gouvernement de Guy Mollet que l'assemblée nationale vote en 1956 les " pouvoirs spéciaux " pour rétablir l'ordre en Algérie : les " opérations de maintien de l'ordre " commencent. Les médias pour leur part évoquent pudiquement les " événements " d'Algérie. En réalité, deux ans après la fin de la guerre d'Indochine, la France mène une nouvelle guerre coloniale.

### 2. Attentats, torture, répression

---

- L'armée prend rapidement une place importante en Algérie. Les méthodes employées par les parachutistes lors de la " bataille d'Alger " (1957) incluent la torture, qui devient une pratique systématique, et l'assassinat politique des " fellaghas ". Ce sont également les chefs militaires français qui ordonnent le détournement d'un avion marocain pour capturer des dirigeants du FLN et le bombardement du village tunisien de Sakhiet (1958).
- L'armée organise également le ratissage des campagnes algériennes, appuyée par 300 000 supplétifs algériens (les harkis). En réponse, l'ALN multiplie les embuscades et les attentats à la bombe dans les lieux publics. Elle bénéficie en métropole du soutien des " porteurs de valises " et de certains intellectuels français comme le philosophe Francis Jeanson. Albert Camus, qui souhaiterait une réconciliation entre Français et Arabes est désespéré par la situation de l'Algérie.
- L'armée française est également à l'origine du retour de de Gaulle au pouvoir, dans la mesure où elle soutient le soulèvement d'Alger le 13 mai 1958. Dans un premier temps,

celui-ci pense pouvoir conserver l'Algérie dans l'empire français. Mais le FLN a étendu son influence dans le pays et la France subit la pression de l'ONU et des Etats-Unis, hostiles à la poursuite de la guerre.

#### **3. Vers l'autodétermination**

---

- Le 16 septembre 1959, de Gaulle affirme qu'il est partisan de l'autodétermination. Le référendum de janvier 1961 montre qu'une large majorité de Français et d'Algériens (75%) sont également favorables à la fin de la " sale guerre ". Les négociations débutent avec le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) dirigé par Fehrat Abbas et installé au Caire.
- Ce basculement de l'opinion et du pouvoir entraîne des réactions violentes de certains partisans de l'Algérie française : l'OAS (Organisation de l'armée secrète) organise des attentats contre des musulmans et quatre généraux français tentent un putsch en avril 1961.
- La violence s'étend également à la métropole : le 17 octobre 1961, la police parisienne se livre à une " ratonnade " après avoir dispersé une manifestation organisée par le FLN parisien pour protester contre le couvre-feu imposé aux Algériens de France. La répression ordonnée par le préfet de police Maurice Papon fait des dizaines de morts et des centaines de blessés.

### **III Le règlement du conflit**

#### **1. Les accords d'Evian et le bilan du conflit**

---

- Le 18 mars 1962, les accords d'Evian sont signés : ils prévoient l'indépendance de l'Algérie mais également une coopération avec la France (l'ex-métropole s'engage à maintenir son soutien financier pendant trois ans, à titre d'exemple). Ils stipulent également que le million de français présents peuvent rester en Algérie. Deux référendums organisés en métropole et en Algérie approuvent ces accords (respectivement 91% et 99,7% de " oui "). Ahmed Ben Bella, chef du FLN, devient le premier président du Conseil de l'Algérie indépendante - il en sera le premier Président.
- Le bilan de la guerre d'Algérie est difficile à évaluer tant il varie selon les sources. La France compte officiellement plus de 24 600 soldats français tués, 141 000 morts dans les rangs du FLN et de l'ALN et plus de 60 000 victimes civiles, dont près de 49 000 algériens. Les sources officielles algériennes citent quant à elles le chiffre de 1 à 1,5 million de victimes civiles. Selon les historiens, le nombre de victimes civiles avoisine un total de 430 000.

#### **2. Les violences de l'après-guerre**

---

- La fin de la guerre n'arrête pas les violences : l'OAS lance une " politique de la terre brûlée " et organise meurtres et attentats contre des Algériens et des Français favorables à l'indépendance. En août 1962, l'organisation commet une tentative d'assassinat contre de Gaulle au Petit-Clamart. En Algérie, les éléments les plus extrémistes du FLN assassinent des Européens pour pousser les Français à partir.
- En dépit des accords d'Evian, près de 900 000 pieds-noirs doivent quitter l'Algérie à la hâte, abandonnant la plupart de leurs biens, par crainte des représailles du FLN. La plupart des " rapatriés " s'installent dans les départements du sud de la France. La majorité d'entre eux se sentent déracinés, puisque plus de 80
- Le sort des harkis fait également partie des drames de la décolonisation. 10 000 à 70 000 d'entre eux sont massacrés par des membres du FLN. Ceux qui parviennent à s'enfuir

en métropole, quelques dizaines de milliers, s'entassent dans des camps de fortune et ne bénéficient d'aucune reconnaissance de la part de la France. Ils sont rejetés à la fois par l'Algérie et par l'ancienne métropole.

### **3. Mémoires de la guerre d'Algérie**

---

- L'extrême violence du conflit et la proximité géographique de la France et de l'Algérie, ainsi que l'immigration provenant de l'ancienne colonie, font de la guerre d'Algérie un sujet extrêmement sensible aujourd'hui encore. A titre d'exemple, le Premier ministre turc Erdogan a récemment utilisé le terme de " génocide " pour accuser l'action de la France en Algérie, en réaction à la loi française interdisant la négation du génocide des Arméniens.
- La guerre des mots en est révélatrice : " guerre d'Algérie " pour les Français, c'est une " guerre de libération " ou " d'indépendance " pour les Algériens. De même, les combattants algériens sont considérés comme " fellaghas " ou " terroristes " dans un camp, alors que l'autre les considère comme des " moudjahidines " ou des " martyrs de la révolution ". Le sort des harkis a longtemps été occulté côté français, alors que nombre d'Algériens les rangent au nombre des " collaborateurs ".
- La France a du mal à solder ses comptes avec cette guerre coloniale. Les films portant sur ce thème sont peu nombreux. R.A.S., d'Yves Boisset (1973) s'est longtemps heurté à la censure, pour ne citer qu'un exemple. Au sujet de l'Algérie, le pays hésite encore entre mémoire et repentance, alors même que les travaux des historiens français comme algériens apportent des éclairages nouveaux sur la " guerre sans nom ".